

**ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2023_PM _ 10351T**

**Raccordement fibre optique Orange
Faubourg de Niort
Règlementation du stationnement et de la circulation**

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise SOGETREL, dont le siège social se situe 14 rue Pierre Gauthier, 33320 Eysines, en date du 22 août 2023,

Considérant qu'il est indispensable de réglementer le stationnement et la circulation Faubourg de Niort afin de permettre le raccordement à la fibre optique en toute sécurité au droit du n°14 de ladite voie,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise SOGETREL est autorisée à effectuer le raccordement à la fibre optique à hauteur du n°14 Faubourg de Niort, du **lundi 18 septembre 2023 au vendredi 22 septembre 2023, de 8h00 à 18h00.**

Article 2 : La circulation Faubourg de Niort s'effectuera par alternance, aux moyens de panneaux de type B15 / C18, du **lundi 18 septembre 2023 au vendredi 22 septembre 2023, de 8h00 à 18h00.**

Article 3 : le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du n°14 Faubourg de Niort du **lundi 18 septembre 2023 au vendredi 22 septembre 2023, de 8h00 à 18h00,** à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise Sogetrel.

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 5 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 7 : Mme la Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise SOGETREL, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

**L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU**

